

DEMANDE DE  
SUBVENTION  
& COLLECTIF

**PROJET BUNGULU**

RAPPORT  
FINANCIER ET  
D'ACTIVITÉ  
2017



**Paida**  
Orphanage





# TABLE DES MATIÈRES

<b>I.</b>	<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>II.</b>	<b>Présentation du contexte</b>	<b>10</b>
	1. L'association PaidOrphanage	11
	a) Projets	13
	b) Réalisations	13
	2. Analyse des problèmes de la République Démocratique du Congo (RDC)	14
	a) Bref aperçu de géographie économique	14
	b) Instabilité	17
	c) Femmes	19
	d) Santé	20
	e) Scolarité	21
	f) Le travail des enfants	22
	3. Analyse des problèmes spécifiques abordés par ce projet	23
	4. L'intégralité du projet	26
	5. L'objectif global du projet, les objectifs spécifiques et les résultats attendus	29
	6. Une brève description des groupes cibles et des bénéficiaires finaux	30
	7. Les acteurs du projet	32
<b>III.</b>	<b>Organisation et financement du projet</b>	<b>34</b>
	1. Définition du contexte et prise d'information	35
	2. La gestion du projet au sein de l'équipe	35
	3. La recherche de financements : partenaires, donateurs et autofinancement	38



<b>IV. Réalisation du projet</b>	<b>42</b>
1. Avancement général du projet à fin 2017	43
2. Calendrier de réalisation en 2017	44
3. Suivi du projet et coûts réels de réalisation	45
4. Difficultés rencontrées dans la réalisation	48
5. Les résultats atteints en images comme indication de réussite	50
<b>V. Phase suivante</b>	<b>58</b>
1. Suite du projet- constructions supplémentaires	59
2. Suivi du projet et de sa gestion	60
<b>VI. Durabilité du projet</b>	<b>62</b>
1. Analyse initiale des risques et des possibles plans de contingence	63
2. Analyse de l'impact durable du projet	64
<b>VII. Conclusion</b>	<b>66</b>
<b>VIII. Remerciements</b>	<b>68</b>
<b>IX. Annexes</b>	<b>70</b>
1. Contacts	70
2. Cartes	71
3. Statuts de l'association PaidaOrphanage	72
4. Biographies	76
5. Comptes de l'association PaidaOrphanage	79
6. Liste des orphelins de PaidaOrphanage à fin 2017	80
7. Témoignage	81

# I. INTRODUCTION



Depuis la guerre civile en 1996, la République Démocratique du Congo (RDC), et en particulier la région du Nord Kivu, souffre d'insécurité et d'atrocités constantes. Avec ses ressources naturelles importantes ainsi que sa localisation, le Nord Kivu pourrait être une zone bénéficiant du commerce et des migrations entre les différents pays voisins. Malheureusement, dans la réalité, ces divers facteurs ont plutôt contribué à l'instabilité de la région.

PaidaOrphanage croit fortement que la clé à long terme pour la paix, la santé et la prospérité d'un peuple est l'éducation. Nous considérons l'éducation comme un élément clé pour la réduction de la pauvreté à long terme. Briser le cycle de la pauvreté est un travail de longue haleine car la pauvreté se transmet d'une génération à l'autre de façon insidieuse et persistante. Dès la naissance, les enfants pauvres sont souvent privés des éléments nutritionnels de base nécessaires à l'apprentissage. Et la pauvreté empêche des générations de familles d'envoyer leurs enfants à l'école. Parce qu'il leur faut d'abord survivre au jour le jour, les familles peuvent rarement offrir à leurs enfants les possibilités d'apprentissage qui permettraient de les sortir de leur indigence. Même si la scolarité est gratuite, le coût du matériel scolaire, des vêtements, des chaussures et du transport représentent souvent un fardeau économique, sans parler du manque à gagner d'un enfant étudiant plutôt que travaillant. Ainsi dans de nombreuses familles pauvres, les enfants doivent contribuer aux moyens d'existence de la famille. Ils doivent souvent travailler aux champs ou s'occuper des plus jeunes pour permettre aux parents de gagner leur vie. Certains enfants travaillent même comme journaliers.

Rompre ce cycle de pauvreté est primordial et l'éducation est

le moyen le plus efficace de réduire la pauvreté. Ainsi, d'après Le Partenariat global pour l'éducation (GPE), chaque année d'instruction scolaire accroît de 10 % le revenu potentiel d'un individu. À l'échelon national, chaque année d'étude supplémentaire entraîne une augmentation de 1% du produit intérieur brut (PIB). Ou encore quatre années d'études primaires peuvent permettre à un agriculteur d'accroître sa productivité de près de 9 %. Au total, 171 millions de personnes pourraient échapper à la pauvreté si tous les élèves des pays à faible revenu quittaient l'école en ayant des compétences de base en lecture, ce qui équivaldrait à une réduction de la pauvreté mondiale de 12 %.

C'est pourquoi, nous sommes déterminés à améliorer la qualité de vie de la région en construisant un complexe scolaire qui permettra l'accès à l'éducation à plus de 400 enfants.

Comme indiqué dans nos rapports annuels, ainsi que sur notre site internet [www.paidaorphanage.org](http://www.paidaorphanage.org), PaïdaOrphanage a prouvé son habileté à planifier et exécuter de manière satisfaisante un certain nombre de projets.

Nous sommes ainsi fiers de pouvoir dire que, alors que l'objectif initial était de commencer la construction du complexe scolaire en 2016, nous avons, à fin 2017, construit la moitié de l'école. En effet en 2013 nous avons déjà construit 2 salles de cours, en 2014 deux autres, et enfin 2 autres en 2017. De plus en 2015 nous avons construit les sanitaires et commencé la construction du bloc administratif qui a été achevé en 2017.

Sur l'année scolaire 2017-2018, 134 élèves repartis dans des classes de 5ème à 1ère ont pu assister à des cours grâce aux progrès accomplis au travers de la construction de 6 salles de cours.



Nous allons ici présenter les progrès accomplis jusqu'au 31 décembre 2017 et évoquer les prochaines étapes de la construction de l'école.



## II. PRESENTATION DU CONTEXTE

*Ground for New  
PaidaOrphanage*

*Image of the plot from Zoom Earth*

# 1. L'association PaidaOrphanage

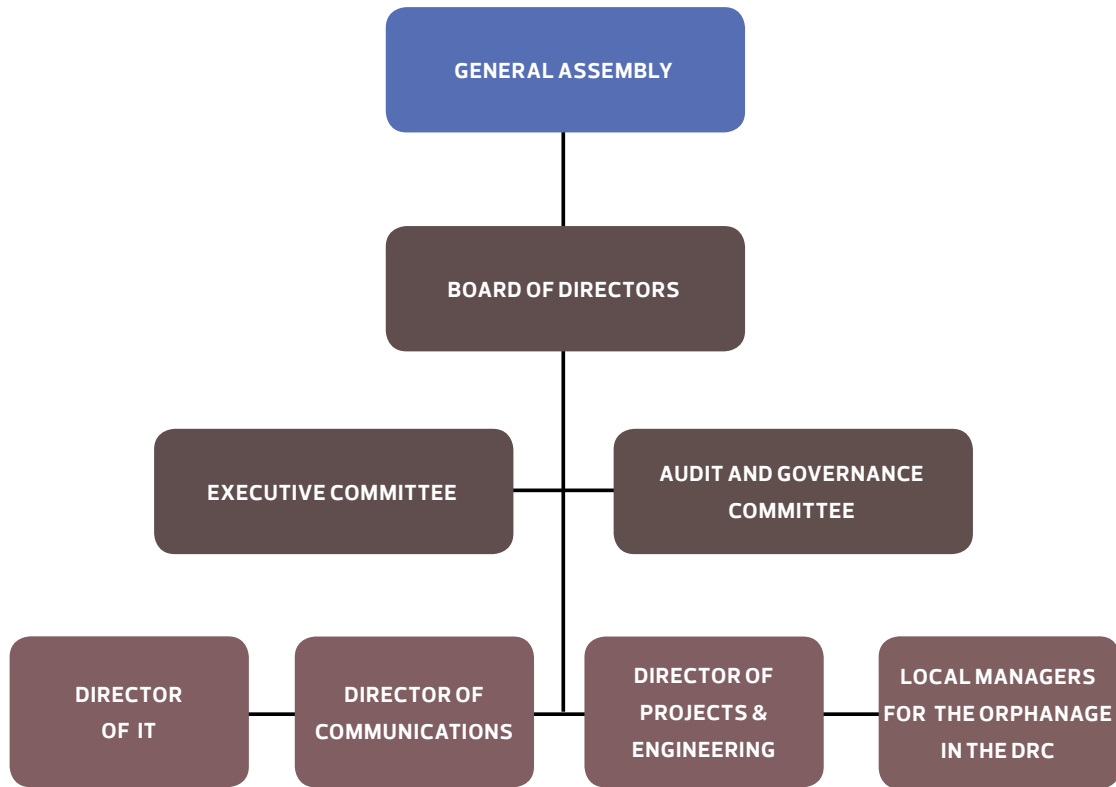
L'Orphelinat a été créé en 1929 dans le quartier de Paida dans la ville de Beni, dans la province du Nord Kivu de la République Démocratique du Congo, proche de la frontière avec l'Ouganda et le Rwanda. Il est actuellement dirigé par 2 Sœurs de l'ordre des "Sœurs Oblates de l'Assomption", aidées par trois nourrices.

D'autres Sœurs s'occupent d'un hôpital et d'une école. Durant l'été 2010, Marie-Laure de Quina et Daniel Hoff ont rendu visite à l'orphelinat au Congo. Touchés et impressionnés par ce qu'ils virent et le travail effectué par les Sœurs, de retour en Europe ils ont décidé de créer l'association « PaidaOrphanage ». Cela fut chose faite en janvier 2011 en Suisse. L'association aide les Sœurs à accomplir leur mission de fournir un refuge aux enfants qui n'ont plus personne pour prendre soin d'eux en leur offrant éducation, soins médicaux et alimentation de base.

Les membres de l'association Paidaorphanage sont bénévoles et supportent les frais administratifs liés aux divers projets. Ce qui veut dire que tous les fonds reçus sont dans leur intégralité affectés au projet pour lequel ils ont été envoyés.

Le plus haut niveau de gouvernance de PaidaOrphanage est l'Assemblée Générale, qui est constituée de tous les membres de l'organisation. Le principal organe directeur est le Conseil d'Administration avec le Comité de Vérification et de Gouvernance.

Le Comité exécutif gère les affaires courantes au jour le jour et est appuyé par la Directrice de la Communication, par le Directeur des SI, par le Directeur de Projets et Ingénierie et enfin par les responsables locaux pour l'orphelinat en RDC.



Board of Directors	Audit and Governance Committee	Executive Committee	Director of IT	Director of Projects & Engineering	Director of Communications	Local Responsible
Daniel Hoff		x				
Marie-Laure de Quina		x				
Martin Keller	x					
Delphine Menezes Cordeiro	x					
Josephine Mantombela						x
Jeanne-Marie Kisenge						x
Ruben Nascimento			x			
Marc Suchet				x		
María Lecanda					x	

## a) Projets

✦ **Projet SPONSORSHIP** : parrainage d'un enfant, idéalement par un don d'environ 20 USD ou CHF par mois par enfant. En 2017 11 enfants ont bénéficié d'un parrainage qui leur permet de recevoir une alimentation de qualité, d'avoir des soins médicaux et éventuellement d'aller à l'école en fonction de leur âge.

✦ **Projet Bungulu** : construction d'une école pour 400 enfants.

## b) Réalisations effectuées par l'association PaidaOrphanage

- **Projet FOR** : terminé en juin 2010

Recrutement de personnel pour un meilleur suivi des enfants lors de la réunification avec les familles.

- **Projet Ext1** : terminé en février 2011

Construction d'un bâtiment supplémentaire pour l'orphelinat avec des lits, des moustiquaires et des installations hygiéniques

- **Projet Ext2** : terminé en novembre 2012

Construction d'un bâtiment annexe de 3 pièces : cuisine, réfectoire et salle de jeux.


- **Projet Bungulu** : en cours

Nous avons achevé la construction de la moitié de l'école à fin 2017 – alors que l'objectif initial était de débiter les travaux uniquement en 2016.

Nous voulons attirer l'attention sur le fait que l'hôpital, l'orphelinat et l'école en cours de construction sont tenus par des religieuses, mais que l'école est aconfessionnelle et accueille les

enfants sans discrimination de genre ou de religion à l'image de ce qui se fait pour l'hôpital et l'orphelinat.

## 2. Analyse des problèmes de la République Démocratique du Congo



Les données concernant la *République Démocratique du Congo (RDC)* ne sont pas toujours fiables; aussi les chiffres proposés par différents organismes internationaux ne coïncident-ils pas toujours. Nous allons néanmoins donner quelques indications pour mieux comprendre l'ampleur des problèmes qui se posent en RDC.

### a) Bref aperçu de géographie économique

*La République Démocratique du Congo (RDC)* est localisée en Afrique Centrale et a des frontières avec 9 pays. Par sa taille, avec 2,34 millions de km<sup>2</sup> c'est le deuxième pays d'Afrique, juste après l'Algérie.

Avec une population de plus de 86,9 millions d'habitants en 2015 c'est la quatrième nation la plus

peuplée d'Afrique. C'est une population jeune puisque 52% de la population a moins de 18 ans. Elle a un taux de croissance de 2.5%. Le Nord-Kivu a une densité de 112 contre une moyenne de 36 en RDC.

Bien que les citoyens de la RDC soient parmi les plus pauvres au monde (ayant le deuxième PIB nominal par habitant le plus bas) on considère la RDC comme le pays le plus riche au monde quant aux ressources naturelles.

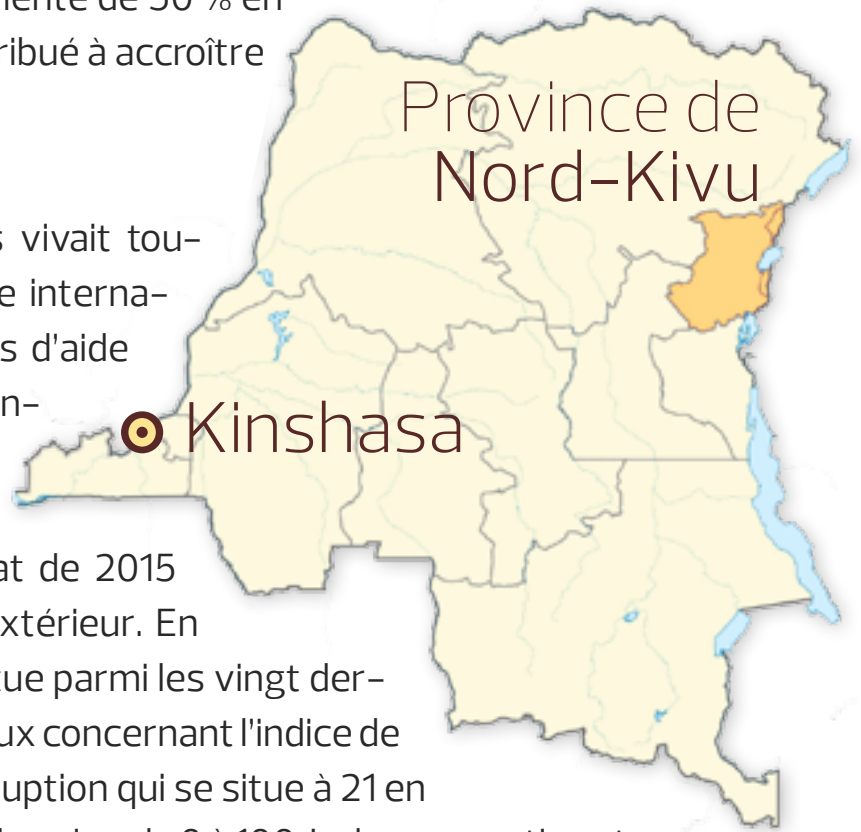
C'est le 1er pays d'Afrique pour l'étendue de ses forêts. Elle possède les 2èmes réserves mondiales de cuivre, les 1ères réserves mondiales de cobalt, les 3/4 des réserves mondiales de coltan, le 1/4 des réserves mondiales de diamants. On y a recensé une cinquantaine de minerais dont seulement une douzaine sont exploités. Ses dépôts inexploités de minéraux bruts sont évalués à plus de 24 trillions de dollars américains. Cependant l'économie de la RDC a chuté drastiquement depuis le milieu des années 1980. Au moment de son indépendance en 1960, la RDC était le deuxième pays le plus industrialisé d'Afrique (après l'Afrique du Sud) grâce à un secteur minier prospère et à une agriculture relativement productive. Cependant, les deux conflits récents (la première et deuxième guerre du Congo) qui ont commencé en 1996 ont dramatiquement réduit la production nationale et les revenus de l'Etat ; ils ont augmenté la dette externe et ont abouti à la mort de plus de cinq millions de personnes à cause de la guerre, de l'exode et de l'association de famines et maladies.

La malnutrition affecte entre 30 et 50 % des femmes et des enfants. Au total, 16 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. En 2013, plus de 87 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,25 USD par jour.

Il faut signaler que la faiblesse de la demande mondiale a eu un impact sur le développement économique de la RDC avec un ralentissement de l'activité. Le cuivre et le cobalt assurent à eux seuls 80% des recettes d'exportation. De plus le taux d'infla-

tion annuel a augmenté de 50 % en 2017, ce qui a contribué à accroître la pauvreté.

En 2017 le pays vivait toujours grâce à l'aide internationale et au fonds d'aide de la Banque Mondiale. Ainsi 19% des recettes du budget de l'état de 2015 proviennent de l'extérieur. En outre la RDC se situe parmi les vingt derniers pays mondiaux concernant l'indice de perception de corruption qui se situe à 21 en 2017 sur une échelle qui va de 0 à 100. La bureaucratie est aussi très forte et encourage la corruption.



En 2017, la RDC est classée 176ème sur 188 pour l'indice de développement humain (IDH) défini par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). En 2017 l'IDH est de 0,435. L'IDH mesure les progrès réalisés par les pays en termes de santé, capturé par l'espérance de vie à la naissance (de 51 ans en RDC en 2015); d'éducation, appréhendée par les durées attendues et moyennes de scolarisation; et de revenu, évalué par le produit intérieur brut par capital.

Il est à noter aussi des disparités importantes entre les provinces. Depuis juin 2015, la RDC est divisée en 26 provinces. Jusque-là il n'y en avait que 11 et dans les statistiques, le Nord Kivu était classé comme la 10<sup>o</sup> province sur les 11 que comptait le pays. Tout laisse à penser que en 2017 le Nord Kivu sera toujours en bas du classement.



## Carte des territoires du Nord-Kivu



### b) Instabilité

Le pays reste en proie à une instabilité récurrente: conflits armés, crises humanitaires, violations graves des droits de l'homme, violences sexuelles, exploitation illégale de ressources naturelles, ingérence des pays voisins, rivalités intercommunautaires, enlèvement et recrutement forcé d'enfants pour les transformer en soldats, déplacements massifs de population, etc... 35% des combattants en RDC sont des enfants.

Malgré la signature de traités de paix en février 2013 pour la paix et la sécurité dans l'est de la RDC, et en décembre 2013 entre la RDC et le M23, les combats continuent à l'est du pays, où l'on recense 70 groupes armés. Ceci inclut des combats entre

armées tribales et aussi entre armées de chefs de guerre pour contrôler les zones diamantaires ou d'autres minéraux. Les années 2016 et 2017 ont vu une recrudescence des violences suite aux reports successifs de l'élection présidentielle. De plus les groupes armés évoluent souvent d'une façon anarchique, et se multiplient sans que l'on arrive à savoir ce qu'ils représentent. Ces violences ont été particulièrement meurtrières au Nord Kivu.

Ces conflits armés au Congo Oriental affectent la population entière. Une enquête conduite en 2009 par le CICR (Comité International de la Croix Rouge) et Ipsos montre que les trois quarts (76 %) des gens interviewés ont été affectés d'une certaine façon – personnellement ou en raison des conséquences plus larges du conflit armé. En 2015 on compte 3,4 millions de déplacés à l'intérieur de la RDC, dont presque 1,2 million dans le seul Nord-Kivu, et 520'000 réfugiés congolais à l'extérieur.



Les conflits armés et la présence militaire d'éléments du Rwanda, d'Ouganda appauvrissent le pays en laissant perdurer le trafic de matières premières. L'Ouganda pille les diamants et l'or, tandis que le Rwanda pille le coltan, le cuivre, le cobalt. L'ONG Global Witness a calculé qu'en l'année 2000 l'armée rwandaise avait engrangé des revenus d'au moins 20 milliards de dollars par mois.

Les Sœurs avec lesquelles nous travaillons nous écrivent en mars 2017: « Encore à Païda on a égorgé dans le village juste après la paroisse. Nous avons perdu deux écoliers de notre école en face de notre maison. On a emporté quatre enfants de notre sentinelle de l'hôpital de Païda et on a égorgé son vieux papa qui habitait avec lui. Le matin le médecin nous a fait sortir de l'hôpital avec toutes les autres sœurs et nous avons fui. Vraiment c'est horrible. Priez beaucoup pour nous pour le stress de chaque jour.»

## c) Femmes

La RDC est le pays le plus dangereux pour être femme et la guerre a rendu la vie des femmes plus précaire. Au Congo Oriental la fréquence des viols et d'autres violences sexuelles est décrite comme la pire au monde. Les viols ont été érigés en armes de guerre. Les viols auraient fait plus de 500'000 victimes entre 1996 et les années 2010, selon l'ONU. Et la violence contre des femmes semble être perçue par de larges secteurs de la société comme normale. En juin 2010, Oxfam a rapporté une augmentation dramatique du nombre de viols en RDC. De plus le Comité de Nations Unies contre l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination contre les Femmes a exprimé en 2006 des vives inquiétudes car, dans la période de transition de l'après-guerre,

la promotion de droits universels de la femme et l'égalité des sexes ne sont pas vus comme une priorité. Les violences rapportées contre les femmes au Nord-Kivu en 2013 montrent que 39% des cas affectent des femmes sans aucun niveau d'instruction et que 37% des cas le sont sur des femmes ayant un niveau d'éducation primaire.



## d) Santé

L'accès du pays aux soins médicaux est très faible et la RDC doit également faire face à l'augmentation du VIH/ SIDA pour lequel la guerre a été un vecteur de propagation, et à d'autres maladies, comme des épidémies du virus d'Ebola, le paludisme, la fièvre typhoïde, le choléra, la rougeole, la réapparition de la poliomyélite. On estime que 3% de la population entre 15 et 49 ans est porteur du virus VIH/ SIDA. Mais ce taux monte à 20% dans les provinces orientales. 900'000 enfants ont perdu au moins un parent à cause du VIH/SIDA. La RDC a le deuxième taux le plus

élevé au monde de mortalité infantile (après le Tchad) (58%° au Nord-Kivu en 2013). Au Congo Oriental plus de 125'000 enfants de moins de 5 ans meurent de la bactérie pneumocoque, ce qui représente plus d'un quart de la mortalité mondiale. En 2013, 23% des enfants de moins de 5 ans présentaient une insuffisance pondérale; et 59% des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance. 2 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aigüe.

## e) Scolarité

Entre 2008 et 2012 le taux d'alphabétisation a été évalué à 61,2 % (78,9 % pour les hommes et 53,3% pour les femmes). Le système éducatif est divisé entre les écoles primaires (en 2014, 48'100 écoles accueillait 13'535'000 élèves) et les collèges d'enseignement général (23'800 collèges accueillant 4'388'000 étudiants). L'école primaire est gratuite et obligatoire (selon l'article 43 de la Constitution congolaise de 2005). Mais dans la pratique les parents doivent payer des frais de scolarité qui sont souvent supérieurs au revenu moyen par habitant. Ce qui explique que tous les ans de nombreux enfants ne sont pas scola-



risés. De plus le taux de redoublement est élevé, ainsi que le taux d'abandon scolaire. Les locaux sont dégradés, sans équipement et les salaires des professeurs dérisoires. Enfin les classes sont surchargées avec au moins 70 enfants par classe.

Les rapports indiquent que suite à la guerre civile de 6 ans, plus de 5,2 millions d'enfants dans le pays n'ont pas reçu d'éducation. En outre, les ratios d'inscription bruts (environ 65 % en moyenne pour les filles et les garçons) sont basés sur le nombre d'élèves formellement enregistrés dans l'école primaire et ne reflètent pas donc nécessairement la scolarisation réelle. D'après les statistiques officielles, les taux nets d'admission au primaire en 2014 sont de 72% pour les garçons en RDC (59% au Nord-Kivu), et de 60% pour les filles (53% au Nord-Kivu).

## f) Le travail des enfants

Pour des raisons économiques, les enfants travaillent souvent dans des mines artisanales, principalement au Katanga (dans le sud-est de la RDC) et au Nord-Kivu. Certains commencent à travailler dès l'âge de 3 ans. Ils sont exposés à de graves maladies et à des accidents mortels. On estime qu'en 2014, rien que dans le sud-est de la RDC 40'000 enfants travaillaient dans les mines. Le gouvernement a l'intention de lutter contre ce fléau et envisage l'éradication totale du travail infantile en l'an 2025. Il faudra veiller à réintégrer les enfants dans le système scolaire, ou à faire bénéficier les plus âgés d'une formation technique.



Quoique le pays ait le potentiel pour devenir une économie prospère en Afrique Centrale, les conflits armés ont laissé un lourd tribut sur l'économie du pays, la société et les infrastructures.

Le défi pour reconstruire le pays est énorme et la pauvreté est toujours une réalité quotidienne pour une majorité de Congolais, à laquelle s'ajoute une insécurité constante.

### 3. Les problèmes spécifiques abordés par ce projet

Tous les enfants de la RDC devraient être traités également et recevoir des opportunités d'éducation durant leur petite enfance afin d'assurer un maximum de bénéfices pour la société dans le futur. Cependant avec la guerre civile et les conflits armés en cours au Congo Oriental, les enfants de cette région sont particulièrement vulnérables.

Quoique l'enseignement primaire soit obligatoire en RDC, des inégalités persistent en termes d'accès à l'éducation.





Ces inégalités sont basées sur plusieurs facteurs:

### Le lieu où l'enfant vit :

La localisation du foyer peut avoir une forte influence sur la présence de l'enfant à l'école soit parce que l'école la plus proche est trop éloignée, soit parce que la sécurité n'est pas garantie. Au Congo Oriental la violence affecte tout le monde et peut déferler à tout moment. Un enfant revenant seul de l'école peut alors être en danger.

En outre, quoique le gouvernement de la RDC ait comme objectif de fournir une éducation universelle à tous ses enfants, cette cible est loin d'être atteinte... En effet des écoles et des professeurs ne sont pas disponibles partout dans le pays et le



gouvernement compte alors aussi sur des organisations non gouvernementales (ONG) pour construire des écoles et fournir des professeurs.

### Le niveau de pauvreté du ménage :

Pour des raisons économiques beaucoup d'enfants et de jeunes n'ont pas les moyens ou l'opportunité d'accéder à l'éducation et de casser alors le cycle intergénérationnel de pauvreté. Malgré l'absence de frais de scolarité, l'inscription à l'école primaire met une pression économique sur les familles (puisque les enfants étant à l'école ne peuvent désormais pas aider pour le travail aux champs ou au foyer).

### Le sexe de l'enfant :

Le décalage entre sexes dans l'enseignement primaire est présent en RDC. Il peut s'agir de barrières allant de l'incapacité des filles à faire face aux coûts directs et d'opportunités liées à l'éducation ; à des problèmes comme la faible importance donnée par beaucoup de parents à l'éducation des filles ; ou encore à des grossesses prématurées et des pratiques culturelles comme le mariage prématuré. De plus, environ 70 % des écoles n'ont pas d'eau ou de sanitaires séparés pour les garçons et les filles...

Les filles qui quittent l'école prématurément ont des options de vie plus limitées et sont susceptibles de se marier très tôt ou de devenir isolées et vulnérables dans leur travail comme dans leurs foyers.

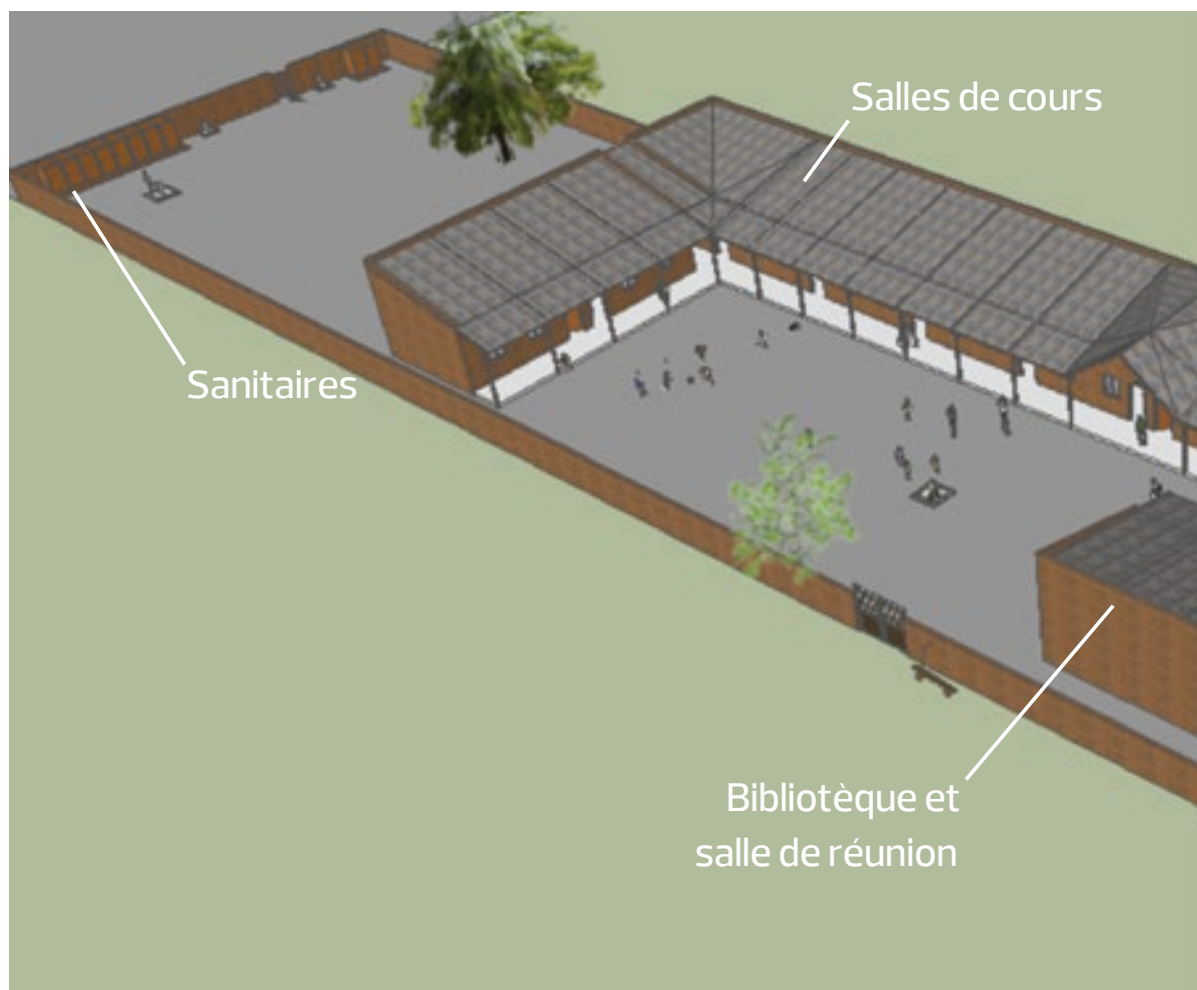
Alors que la présence à l'école primaire est déjà facilement compromise au Congo Oriental, quoique gratuite; l'inscription à l'école secondaire est très faible.

## 4. L'intégralité du projet

Notre projet vise à construire un complexe scolaire pour au moins 400 enfants dans le quartier de Bungulu dans la ville de Béni en RDC.

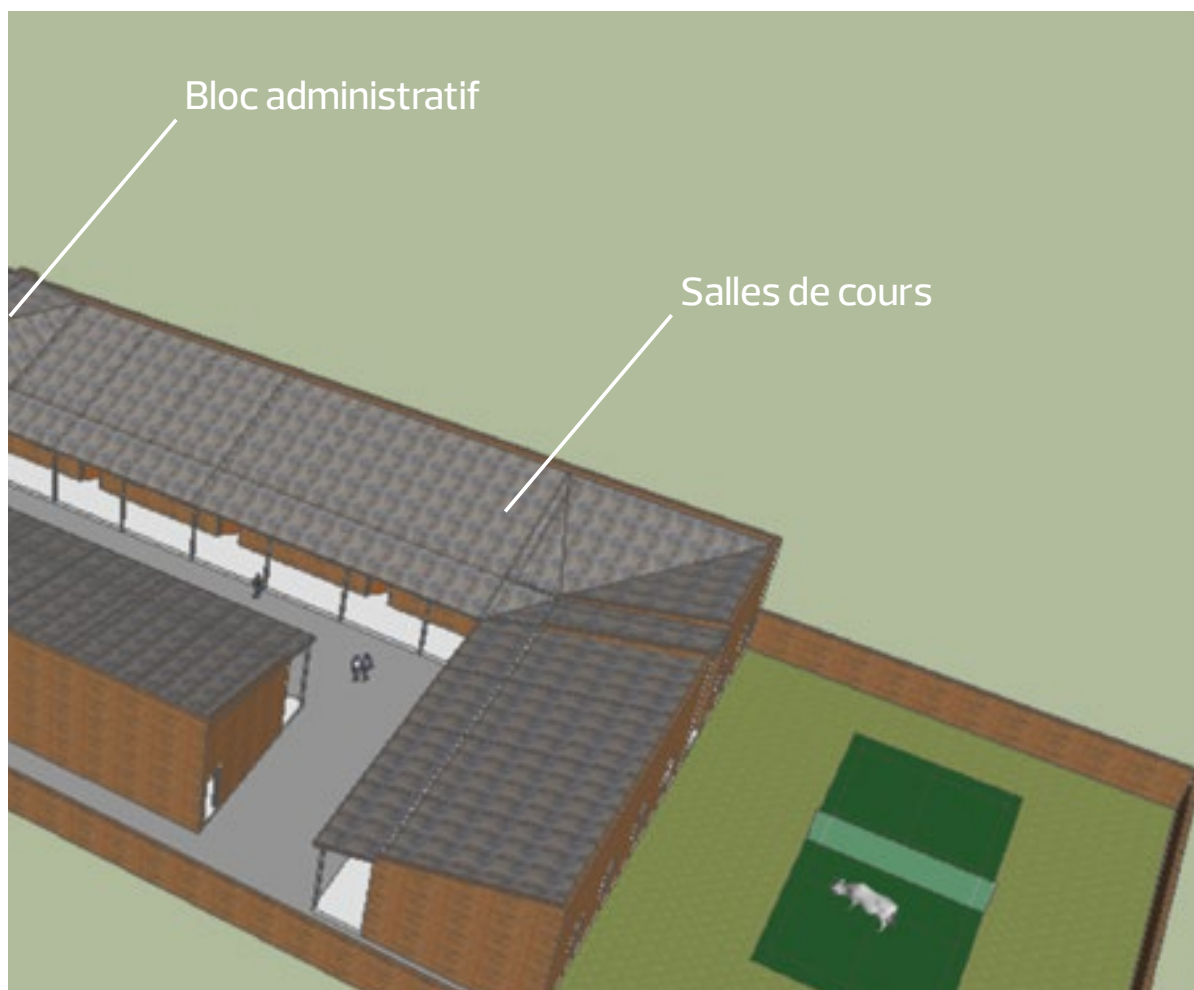
Le projet se déroule en plusieurs étapes :

- 1** La construction tout d'abord de 3 salles de cours et de sanitaires pour toute l'école ;
- 2** Puis de 3 salles de cours et du bloc administratif (salle des professeurs, secrétariat, salle du proviseur) ;
- 3** Ensuite de 3 salles de cours, d'une bibliothèque et d'une salle de réunion ;



**4** Enfin de 3 salles de cours, d'une aire de jeux et d'une clôture.

Pour l'intégralité de la construction de l'école, le budget est évalué aux alentours de 180'000 dollars américains. Comme il existe un risque non négligeable que l'association ne réussisse pas à rassembler les fonds nécessaires pour l'intégralité du projet, le projet a été divisé en 4 parties comme mentionné ci-dessus. Cette construction échelonnée permet d'une part de réduire les montants sollicités et de commencer quand même la construction rapidement en fonction des fonds récoltés ; et d'autre part de montrer la crédibilité du projet aux différents donateurs qui pourront analyser l'avancement progressif du travail.



Les coûts de 180'000 USD sont répartis comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Ce budget couvre toute l'infrastructure et la mise en place d'équipements pour l'école.

Coût en USD	Salles de cours 1, 2, 3 Sanitaires	Salles de cours 4, 5, 6 Bloc administratif	Salles de cours 10, 11, 12 Annexe Bibliothèque	Salles de cours 7, 8, 9 Aire de jeux Mûr de clôture	Total pour l'école complète
Outils et équipement du chantier	1'115	970	990	1'115	4'190
Matériaux de construction	25'877	29'785	34'490	28'042	118'195
Main d'oeuvre	7'637	7'889	9'165	7'950	32'640
Supervision par l'architecte	2'579	2'899	3'180	2'668	11'326
Imprévus (5% des coûts de construction, main d'oeuvre et supervision)	1'805	2'029	2'342	1'933	8'108
Équipement d'intérieur (mobilier)	1'305	1'475	1'465	1'305	5'550
<b>Total</b>	<b>40'318</b>	<b>45'046</b>	<b>51'632</b>	<b>43'013</b>	<b>180'009</b>

La durée estimative des travaux de construction de toute l'école est de 570 jours.

Quant aux coûts des professeurs et de formation, ils seront couverts par les frais de scolarité de l'école. Les frais de scolarité seront discutés chaque début d'année en fonction des revenus des parents des élèves et des conditions de vie de chaque famille.

## 5. L'objectif global du projet, les objectifs spécifiques et les résultats attendus

L'objectif global du projet est de soutenir les populations locales de la ville de Béni en RDC en fournissant l'accès à l'éducation et à une éducation de qualité.

Les objectifs spécifiques et les résultats attendus sont divers. Le projet a l'ambition de fournir une éducation universelle visant à réduire la pauvreté à long terme.

Ainsi le projet répond à certains des besoins de la partie orientale de la RDC et plus spécifiquement de la ville de Béni. La population de la ville de Béni était estimée en 2015 à 95'000 habitants. La tranche d'âge de 0 à 14 ans représente 47% de la population totale. La construction d'une école répond alors aux besoins d'éducation pour cette jeunesse dont nous espérons une forte présence de filles. Cela réduirait les décalages entre sexes. De plus la création d'une infrastructure et d'équipements pour une école dans le quartier de Bungulu, partie plutôt dense de la ville permet de répondre aux contraintes concernant la sécurité et la distance de l'école pour tous les élèves voisins. En outre la qualité de l'enseignement sera améliorée. En effet dans les écoles primaires publiques les classes sont composées d'environ 70 à 75 enfants, tandis que dans l'école de notre projet, les classes comprennent au maximum 35 élèves. Cela afin d'être sûr d'offrir une qualité d'enseignement accrue.

La présence de professeurs formés ainsi que des Sœurs contribuerait à engager les parents et les communautés voisines dans un changement de mentalités. Changement de mentalités concernant le décalage entre sexes au niveau éducatif ainsi que l'arrêt scolaire prématuré. Changement qui pourrait à long terme réduire la pauvreté.

En combinant et standardisant des éléments comme la mise en place d'infrastructures, la protection de l'enfance, la formation de professeurs, la mise en œuvre d'activités de loisirs motivationnelles et éducatives (comme le football ou l'artisanat), l'approche vise à réduire à long terme le décrochage scolaire et la pauvreté dans la région.

## Résultats attendus:

- R1** Une école pour 400 enfants est construite et équipée
- R2** Une équipe de professeurs capables et expérimentés est créée
- R3** Un apprentissage formel et informel des parents et des communautés est mis en œuvre

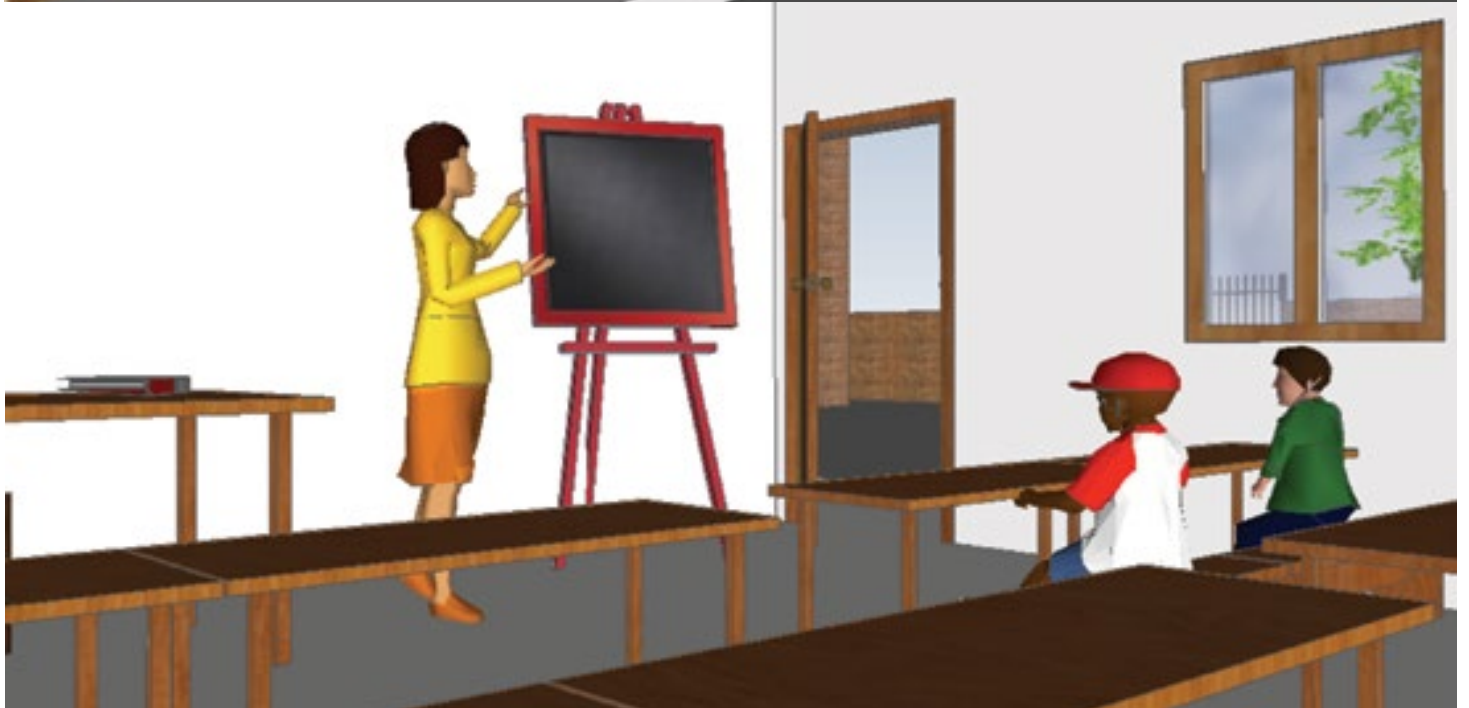
En conclusion, le spectre d'intervention du projet sera majoritairement tourné vers les enfants pour leur enseigner des compétences de vie leur permettant de mieux faire face aux défis divers de la vie quotidienne.

## 6. Une brève description des groupes cibles et des bénéficiaires finaux

Le groupe cible et les bénéficiaires finaux de cette action sont ceux qui sont les plus affectés par la pauvreté et l'insécurité :

- environ 400 enfants de 4 à 14 ans;

Mais les parents des 400 enfants et leurs professeurs, ainsi que les Sœurs sont aussi des groupes cibles du projet.



## 7. Les acteurs du projet

Pour ce projet, trois partenaires doivent travailler ensemble. Il s'agit des membres de l'association PaidaOrphanage en Europe; des Sœurs en RDC membres de la communauté chrétienne des «Sœurs Oblates de l'Assomption» représentées par Sœur Joséphine; et de l'architecte en RDC. L'association PaidaOrphanage existe depuis janvier 2011 et a établi une relation de travail durable entre les membres de l'organisation en Europe et les Sœurs en RDC. La structure de communication et l'engagement des membres de l'association PaidaOrphanage en Europe et les «Sœurs Oblates de l'Assomption» est bien définie et a prouvé son efficacité par des projets déjà réalisés. Par exemple un agrandissement de l'orphelinat actuel a été mené avec succès en février 2011, sans compter les constructions déjà réalisées de cette nouvelle école.

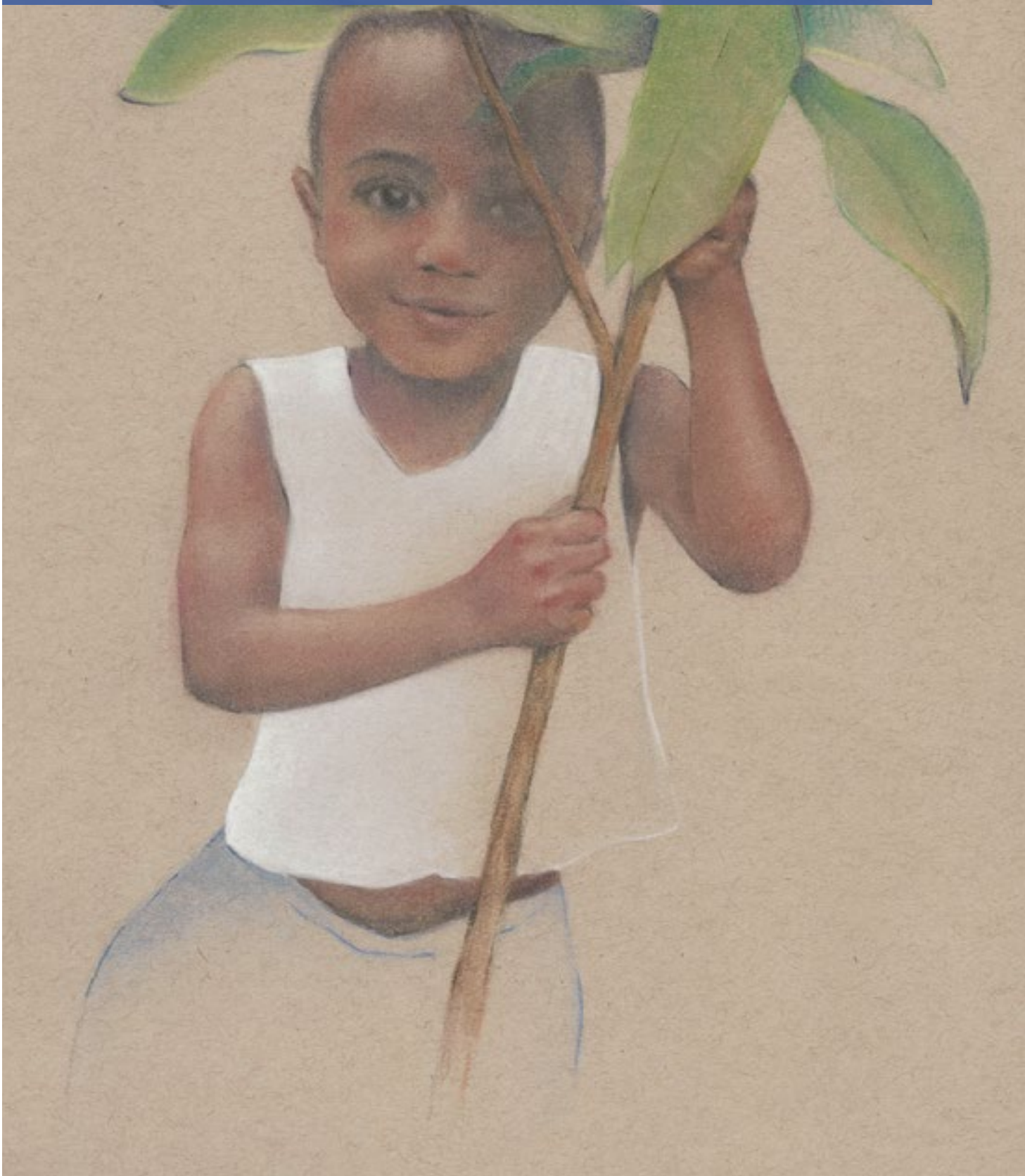
Pour ce nouveau projet de construction de l'école, un nouveau partenaire est entré en ligne : il s'agit de l'architecte en RDC. Il travaille étroitement avec les Sœurs tout en étant sous leur surveillance.

Ensemble ils rapportent régulièrement l'état d'avancement des progrès des travaux à l'association PaidaOrphanage. L'association PaidaOrphanage est quant à elle l'interlocuteur privilégié pour tous les donateurs.





### III. Organisation et financement du projet – Le travail préliminaire



## 1. Définition du contexte et prise d'information

Lors du séjour en RDC de Marie-Laure de Quina et de Daniel Hoff en 2010, de nombreuses discussions sur la construction d'un nouvel orphelinat et d'une école eurent lieu avec les deux Sœurs « dirigeantes ».

Cela relevait néanmoins presque d'un rêve des Sœurs au vu des montants nécessaires, des constantes difficultés sécuritaires liées à l'emplacement, et des contraintes de gestion ou de temps disponible.

Un objectif pour débiter de potentiels travaux fut tout de même établi pour 2016.

## 2. La gestion du projet au sein de l'équipe

De retour en Europe le projet Bungulu de création de l'école et de l'orphelinat ne fut pas la première priorité de Marie-Laure de Quina et de Daniel Hoff. En effet il fallait d'abord créer l'association PaidaOrphanage, mettre en place un site internet, trouver des parrains pour les orphelins, etc. Et tout cela de façon bénévole en plus des emplois respectifs à temps complets de Marie-Laure et Daniel.

Pourtant, dès décembre 2010, les Sœurs avaient partagé, comme convenu, davantage d'informations très concrètes. Ainsi furent reçus les documents du cadastre de Béni indiquant l'emplacement exact et confirmant que le terrain appartenait bien à la Congrégation des « Sœurs Oblates de l'Assomption ».

Furent également reçus les premiers plans et dessins du complexe. Enfin un premier budget assez détaillé fut aussi établi à cette période par l'architecte en RDC.

En 2011 aucune analyse des documents fournis n'eut lieu. Ce ne fut pas avant janvier 2012 que cette première proposition pu être étudiée. En découlèrent divers changements qui furent évoqués et approuvés. En mai 2012, l'architecte proposa une révision pour répondre à ces suggestions. Pendant juin et juillet 2012 la proposition technique de l'architecte en RDC fut attentivement analysée par notre Directeur des projets qui, ayant travaillé plusieurs années en RDC, connaissait les coutumes de construction locales ainsi que les coûts des matières premières et matériaux de construction. Suite à cette analyse de nouvelles modifications furent proposées et une dernière version finale fut partagée et approuvée par tous en juillet 2012.

A partir de ce moment-là, grâce à cette dernière version des plans et du budget, notre Directeur des projets pu établir des plans de masse, des plans en coupes d'architecte et une présentation complète de l'école en 3D avec le programme informatique Google SketchUp.

En outre au niveau local au Congo les Sœurs travaillèrent en 2012 pour mettre tout en ordre sur le plan administratif avec les autorités congolaises: permis de construire, certificat de propriété du terrain, etc. Ainsi en 2012, il leur fut octroyé le permis de construire selon les derniers plans validés.



### 3. La recherche de financements: partenaires, donateurs et autofinancement

La recherche de financement commença doucement avec en 2011 un événement d'amis privés de l'association PaidaOrphanage dont la récolte de fonds fut allouée au projet.

Puis en 2012 des progrès eurent lieu sur la recherche supplémentaire de financements et subventions. Etant donné que l'association avait été créée et inscrite à Genève en Suisse, il fut naturel de se tourner vers ce canton pour les premières recherches de financement. Ainsi de potentiels donateurs des communes de Genève ou de fondations en Suisse furent identifiés et après l'analyse de leurs différents dossiers de demande de soutien financier un document complet détaillant le contexte, les raisons, les objectifs, les dangers potentiels, etc, fut rédigé.

Ceci permit en mars 2013 à notre Directrice de la Communication de finaliser la brochure « *Demande de Subvention Ecole – Projet Bungulu* » qui fut par la suite imprimée en juillet / août 2013.



Puis à partir d'octobre 2013 les premières demandes de subvention furent envoyées à des communes, fondations et institutions en Suisse.

En 2013, 2014 et 2015, outre ces donations d'institutions, le projet reçut diverses donations de partenaires privés ainsi qu'une donation de la congrégation des Sœurs gérant le projet. En 2017 une intense campagne de demande de financement fut effectuée auprès de toutes les communes du canton de Genève, de la ville de Genève ainsi que de diverses institutions et fondations.

Ainsi les sources de financement du projet peuvent alors se résumer à 3 types différents :

- donateurs privés ;
- institutions et collectivités publiques ;
- autofinancement.

A fin décembre 2017 les montants totaux reçus pour le projet se répartissent comme suit :

Date	Donateur	Monnaie	Montant	Conversion en CHF
Aug 2011	<b>Divers partenaires</b>	CHF	CHF 400	CHF 400
Oct 2011	<b>Divers partenaires</b>	CHF	CHF 2'099	CHF 2'099
Jan 2012	<b>Divers partenaires</b>	CHF	CHF 2'367	CHF 2'367
Mar 2012	<b>Divers partenaires</b>	CHF	CHF 5'700	CHF 5'700
Feb 2013	<b>PwC Geneva</b>	CHF	CHF 160	CHF 160
Mar 2013	<b>Sœurs Oblates de l'Assomption</b>	USD	USD 21'482	CHF 19'995
Jul 2013	<b>Divers partenaires</b>	CHF	CHF 1'650	CHF 1'650
Oct 2013	<b>Divers partenaires</b>	GBP	GBP 2'000	CHF 2'860
Nov 2013	<b>Commune de Lancy</b>	CHF	CHF 4'000	CHF 4'000
Jan 2014	<b>Divers partenaires</b>	EUR	EUR 1'000	CHF 1'210

Jan 2014	Divers partenaires	CHF	CHF 1'666	CHF 1'666
Apr 2014	Fondation Gertrude Hirzel	CHF	CHF 10'000	CHF 10'000
May 2014	Commune de Collogne-Bellerive	CHF	CHF 3'000	CHF 3'000
Nov 2014	Commune de Puplinge	CHF	CHF 1'000	CHF 1'000
Jan 2015	Divers partenaires	CHF	CHF 524,11	CHF 524
Mar 2015	Divers partenaires	GBP	GBP 800	CHF 1'145
May 2015	Commune de Collogne-Bellerive	CHF	CHF 4'000	CHF 4'000
Jan 2016	Divers partenaires	CHF	CHF 676	CHF 676
Feb 2016	Divers partenaires	GBP	GBP 5'000	CHF 6'968
Jul 2016	Divers partenaires	NZD	NZD 496	CHF 340
Jun 2017	Commune de Presinge	CHF	CHF 500	CHF 500
Jul 2017	Fondation Gertrude Hirzel	CHF	CHF 10'000	CHF 10'000
Sep 2017	Commune de Lancy	CHF	CHF 7'500	CHF 7'500
Sep 2017	Commune de Bernex	CHF	CHF 3'000	CHF 3'000
Oct 2017	Commune de Perly-Certoux	CHF	CHF 3'500	CHF 3'500
Nov 2017	Commune de Puplinge	CHF	CHF 7'500	CHF 7'500
Nov 2017	Institut Robin des Bois	CHF	CHF 5'000	CHF 5'000
Dec 2017	Commune de Bardonnex	CHF	CHF 1'500	CHF 1'500
			<b>TOTAL</b>	<b>CHF 108'261</b>





## IV. Réalisation du projet



# 1. Avancement général du projet à fin 2017

La construction débuta pour la toute première fois en mai 2013 et s'acheva en août 2013 avec deux salles de cours finalisées en 70 jours environ.

La construction reprit en septembre 2014 pour s'achever après environ 55 jours en novembre 2014 avec deux salles de cours supplémentaires.

En 2015 les travaux reprirent de fin juin à début juillet puis à nouveau en octobre et novembre pour compléter les 2 blocs de sanitaires (avec 8 latrines pour les élèves et 2 pour les professeurs) en 29 jours. Après la découverte au mois d'août 2015 de termites sur le lieu, il fut décidé de passer à une construction en briques plutôt que en planches de bois.

Enfin fin novembre 2015 la construction du bloc administratif débuta. Au 31 décembre 2015 tous les murs du bloc administratif étaient levés, mais le bloc administratif ne put être achevé que le 10 mai 2017. Le délai a été dû aux difficultés d'acheminer les fonds financiers de manière sûre en RDC ainsi qu'à l'insécurité accrue dans la région.

Dès le 09 septembre 2017 la construction de 2 salles de cours additionnelles commença et se termina le 08 novembre 2017.

Nous sommes maintenant exactement à mi-chemin dans la construction de 12 salles de cours, une bibliothèque, une salle de réunion, un bloc administratif, des latrines et une aire de jeux. En effet nous avons finalisé 6 salles de cours, le bloc administratif et les latrines!

## 2. Calendrier de réalisation en 2017

Travaux effectués pour le bloc administratif en 2015, 2016 et 2017	Du	Au
Transport des matériaux de construction (sable et moellon)	25-Nov-15	27-Nov-15
Implantation et terrassement des fondations	26-Nov-15	28-Nov-15
Construction des fondations	28-Nov-15	04-Dec-15
Compactage des fondations	05-Dec-15	09-Dec-15
Élévation des murs en brique, coulage béton des piliers et chaînage	12-Dec-15	31-Dec-15
Construction de la charpente	07-Jan-16	09-Jan-16
Encastrement de la charpente	10-Jan-16	13-Jan-16
Tôlage	14-Jan-16	15-Jan-16
Plafond	31-Mar-17	03-Avril-17
Crépissage murs intérieurs	04-Avril-17	07-Avril-17
Crépissage murs extérieurs	10-Avril-17	13-Avril-17
Fixation des triplex au plafond	13-Avril-17	17-Avril-17
Cimentage des sols	18-Avril-17	26-Avril-17
Fixation portes et fenêtres	27-Avril-17	28-Avril-17
Fixation électricité et plomberie	01-Mai-17	08-Mai-17
Peinture	09-Mai-17	10-Mai-17

Travaux effectués pour réaliser 2 salles de cours en 2017	Du	Au
Transport des matériaux de construction (sable et moellon)	9-Jun-17	9-Jun-17
Implantation et terrassement des fondation	12-Jun-17	14-Jun-17
Fondations en moellon et ciment y compris chappe en brique et ciment	15-Jun-17	22-Jun-17
Fondation en ciment	23-Jun-17	24-Jun-17
Murs en brique	26-Jun-17	4-Jul-17
Coffrage et ferrailage des colonnes, poteaux et chaînage	7-Sep-17	11-Sep-17
Coulage du béton des colonnes, poteaux et chaînage	12-Sep-17	13-Sep-17

<b>Compactage des fondations au remblais terrassé</b>	13-Sep-17	15-Sep-17
<b>Charpente</b>	18-Sep-17	22-Sep-17
<b>Encastrement de la charpente avec briques</b>	25-Sep-17	2-Oct-17
<b>Tôlage</b>	3-Oct-17	4-Oct-17
<b>Carrelage des salles</b>	5-Oct-17	10-Oct-17
<b>Faux plafond</b>	11-Oct-17	12-Oct-17
<b>Crépissage murs intérieurs</b>	13-Oct-17	18-Oct-17
<b>Crépissage murs extérieurs</b>	19-Oct-17	23-Oct-17
<b>Fixation des triplex</b>	23-Oct-17	25-Oct-17
<b>Cimentage des sols</b>	26-Oct-17	2-Nov-17
<b>Fixation portes et fenêtres</b>	2-Nov-17	2-Nov-17
<b>Fixation electricité et plomberie</b>	2-Nov-17	8-Nov-17

### 3. Suivi du projet et coûts réels de réalisation

Tout au long de la réalisation du projet, un suivi rapproché a lieu. Ce suivi est d'abord réalisé quotidiennement par les sœurs lors des périodes de construction pour superviser l'avancement des travaux, contrôler le flux des matériaux et suivre les dépenses engagées.

Ensuite par les membres de l'association PaidOrphanage en Europe pour contrôler l'utilisation des fonds et s'assurer que le budget est respecté.

Jusqu'à présent, lors de ces étapes de construction, les dépenses réelles effectuées furent inférieures au budget provisionné, malgré les divers problèmes rencontrés.

<b>Travaux réalisés en 2013</b> Coût en USD	<b>Budget</b> Salles de cours 1, 2	<b>Réel</b> Salles de cours 1, 2
Coût pour outils et équipement du chantier	743	
Coût des matériaux de construction	12'976	16'366
Coût main d'œuvre	3'510	2.650
Coût de supervision par l'architecte	1'281	500
Imprévus	888	
Coût de l'équipement d'intérieur (mobilier)	870	870
<b>Total</b>	<b>20'268</b>	<b>20'386</b>

<b>Travaux réalisés en 2014</b> Coût en USD	<b>Budget</b> Salles de cours 3, 4	<b>Réel</b> Salles de cours 3, 4
Coût pour outils et équipement du chantier	743	
Coût des matériaux de construction	12'976	11'281
Coût main d'œuvre	3'510	2'264
Coût de supervision par l'architecte	1'281	600
Imprévus	888	
Coût de l'équipement d'intérieur (mobilier)	870	870
<b>Total</b>	<b>20'268</b>	<b>15'015</b>

<b>Travaux réalisés en 2015</b> Coût en USD	<b>Budget</b> Sanitaires	<b>Réel</b> Sanitaires
Coût pour outils et équipement du chantier		
Coût des matériaux de construction	6'413	5'014
Coût main d'œuvre	2'372	2'209
Coût de supervision par l'architecte	658	600
Imprévus	473	
<b>Total</b>	<b>9'916</b>	<b>7'823</b>

Travaux réalisés en 2015, 2016 et 2017 Coût en USD	Budget Bloc Administratif	Réel Bloc Administratif
Coût pour outils et équipement du chantier	0	
Coût des matériaux de construction	10'112	12'161
Coût main d'œuvre	2'684	2'194
Coût de supervision par l'architecte	978	
Imprévus	700	
Coût de l'équipement d'intérieur (mobilier)	170	170
<b>Total</b>	<b>14'644</b>	<b>14'525</b>

Travaux réalisés en 2017 Coût en USD	Budget Salles de cours 5, 6	Réel Salles de cours 5, 6
Coût pour outils et équipement du chantier	743	
Coût des matériaux de construction	12'976	8'457
Coût main d'œuvre	3'510	3'129
Coût de supervision par l'architecte	1'281	
Imprévus	888	
Coût de l'équipement d'intérieur (mobilier)	870	870
<b>Total</b>	<b>20'268</b>	<b>12'456</b>

L'écart entre le montant des salles de cours 3, 4 et 5, 6 est dû au fait qu'un mur du bloc administratif était déjà construit et a pu servir comme mur pour les salles de cours 5 et 6 diminuant ainsi la quantité des matériaux de construction.

La phase 1 de la construction (3 salles de cours et les sanitaires) budgétisée à 40'318\$ a été réalisée pour 35'717\$, tandis que la phase 2 (3 salles de cours et le bloc administratif) a été construite pour 34'488\$ contre les 45'046\$ budgétisés. *Ainsi en dépit de toutes les contraintes notamment sécuritaires, nous avons construit la moitié de l'école pour un coût de 70'205 US\$ contre les 85'364 US\$ budgétisés.*

## 4. Difficultés rencontrées dans la réalisation

La première difficulté rencontrée fut la gestion des autorités locales. Malgré une présentation en détail du projet aux autorités et aux villageois, les Sœurs durent gérer de nombreuses complications.

En effet, les Sœurs apprirent en 2013 par le service d'urbanisme de la ville de Béni qu'elles devaient impérativement débiter des travaux sur leur parcelle avant la fin de l'année, faute de quoi le terrain serait saisi par le gouvernement. Ceci obligea à commencer la construction bien que les fonds ne fussent pas suffisants pour suivre nos prévisions de construction.

Aujourd'hui encore les Sœurs sont en discussions permanentes avec le Maire de Béni afin de gérer des demandes fréquentes concernant l'autorisation de bâtir et les exonérations diverses.

Ensuite l'insécurité de la région a également été une grande difficulté. Depuis octobre 2014 plus de 800 civils ont été tués, principalement à la machete, à Béni suite à des mouvements de rebelles, semblerait-il ougandais. Cela a également provoqué le déplacement d'environ 180'000 personnes dans cette zone. En février et mai 2015 notamment, il y eut de nouveaux massacres à Béni. Ceci amena même les Sœurs à évacuer tous les orphelins sous leur responsabilité dans une autre ville à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Béni. Depuis les Sœurs nous mentionnent régulièrement des périodes d'attaques et la situation n'a pas permis le retour des orphelins à Béni.

Cette aggravation de l'insécurité qui commença au moment de la deuxième étape de construction compliqua d'une part le bon déroulement des travaux en causant des difficultés d'accès et de disponibilité des ouvriers ; mais également d'autre part en créant





une inflation sur le prix des matériaux. En effet le taux d'inflation annuel a augmenté de 50 % en 2017.

Les dépenses réelles sont néanmoins en phase avec le budget, mais nous craignons une augmentation durable des prix pour la suite du projet.

Une autre difficulté réside en l'acheminement des fonds en RDC. Nous avons essayé divers moyens. Certains se sont révélés onéreux, d'autres risqués, d'autres encore lents. Avec l'augmentation des donations reçues la difficulté s'est accentuée. Ainsi en 2016 nous avons préféré continuer nos recherches de moyens plus satisfaisants d'acheminement des fonds plutôt que d'utiliser les moyens précédents et malgré des fonds importants à faire parvenir en RDC nous n'avons rien envoyé cette année-là. Cependant en 2017 nous avons trouvé un nouveau moyen d'acheminer des fonds de façon fiable et abordable, ce qui nous a permis de reprendre les travaux.

## 5. Les résultats réels atteints en images comme indication de réussite

*Juillet 2013 – construction des deux premières salles de cours (1 et 2):*



*Août 2013 – finalisation des deux premières salles de cours (1 et 2):*



Octobre 2014 – construction de deux salles de cours supplémentaires (3 et 4) :



Novembre 2014 – finalisation de deux salles de cours supplémentaires (3 et 4):



*Octobre 2015 - construction des 2 blocs de latrines (8 pour les élèves et 2 pour les professeurs):*



*Novembre 2015 – finalisation des 2 blocs de latrines :*



*Novembre 2015 – construction du bloc administratif :*





*Jun 2017 – finalisation du bloc administratif :*



*Septembre 2017 – construction de deux salles de cours  
(5 et 6) :*





*Novembre 2017 – finalisation de deux salles de cours (5 et 6) :*



# V, PHASE SUIVANTE



## DEMANDE DE SUBVENTION ÉCOLE



PROJET BUNGULU



Notre projet Bungulu ne compte pas s'arrêter là ! Bien que nous soyons heureux et fiers des progrès effectués et des 6 salles de cours, des latrines et du bloc administratif construits, il reste encore un long chemin à parcourir pour pouvoir accueillir nos 400 élèves dans une école complète avec 12 salles de cours...

## 1. Suite du projet – constructions supplémentaires

Nous avons déjà commencé à travailler sur la suite du projet et des constructions prévues. En 2018 nous comptons finir de transférer en RDC les donations reçues en 2017. Avec ces fonds nous prévoyons de commencer et bien avancer dans notre 3ème étape de construction – à savoir 3 salles de cours (7, 8 et 9) et la bibliothèque.

De plus nous pensons relancer une campagne de récolte de fonds en 2018-2019.



## 2. Suivi du projet et de sa gestion

Comme les années précédentes, la suite du projet sera étroitement contrôlée et gérée par les Sœurs en RDC ainsi que par les membres de l'association PaidarOrphanage en Europe. Les expériences de ces années ayant été analysées, les éléments positifs seront conservés et des stratégies d'atténuation des risques appliquées pour 2018.

Les risques principaux concernent tout d'abord l'insécurité de la région en RDC. Malheureusement cela est complètement hors de notre maîtrise...

De même l'inflation découlant de cette insécurité pourrait avoir un impact négatif sur notre projet, et cela est également difficilement maîtrisable. Cependant dans notre budget nous avons calculé une marge de 5% pour d'éventuels imprévus ; cela nous accorde donc une légère marge de manœuvre. Ainsi concernant ces deux risques, leur gestion s'effectuera selon leur évolution...

D'autres risques potentiels pouvant compromettre la suite du projet seraient d'ordre financier. Il s'agit d'une part du manque potentiel de financements et d'autre part des difficultés pour faire parvenir l'argent en RDC de façon sûre, fiable et peu coûteuse.

Concernant le manque de financement, nous sommes confiants qu'après les réalisations de 2013, 2014, 2015 et 2017

notre association et son projet sont mieux reconnus auprès de potentiels donateurs, ce qui a été démontré par l'accueil fait lors de notre appel de fonds en 2017.

Concernant le moyen de faire parvenir les fonds en RDC de façon fiable et abordable, nous prévoyons de continuer d'utiliser le vecteur utilisé en 2017. En effet nous l'avons testé favorablement à 4 reprises en 2017. Il s'agit d'un moyen fiable, peu onéreux et relativement rapide.



## VI. DURABILITÉ DU PROJET



# 1. Une analyse initiale des risques et des possibles plans de contingence

Le projet se situant dans un environnement si éloigné et difficile, les risques qui peuvent le mettre en danger sont importants et doivent être considérés.

Tout d'abord la sécurité est une préoccupation majeure dans cette partie de la RDC. Ainsi des retards ou arrêts de la construction des infrastructures peuvent arriver à tout moment pour des raisons de sécurité. Néanmoins puisque les habitants de Béni et des Kivus réussissent d'une façon ou d'une autre à continuer leur vie malgré les incidents de sécurité, il doit alors en être de même pour notre projet.

En outre, comme indiqué dans la présentation générale, la corruption et la bureaucratie sont des problèmes majeurs récurrents en RDC. Bien que le terrain où le projet a lieu appartienne à la communauté des «Sœurs Oblates de l'Assomption», il existe un risque potentiel que les autorités locales demandent d'arrêter ou de retarder le projet sous de multiples excuses. Cependant les Sœurs, connaissant les procédures locales, devraient réussir à trouver des solutions sans entrer dans le système de corruption.

Enfin, un autre risque potentiel est que l'association ne réussisse pas à rassembler tous les fonds nécessaires pour l'intégralité du projet. C'est pour cela que le projet est divisé en plusieurs parties. La construction tout d'abord de 3 salles de cours et de sanitaires ; puis de 3 salles de cours et du bloc administratif (salle des professeurs, secrétariat, salle du proviseur) ; ensuite de 3 salles de cours, d'une bibliothèque et d'une salle de réunion ; enfin de 3 salles de cours, d'une aire de jeux et d'une clôture.

Cette construction échelonnée permet d'une part de réduire les montants sollicités et de commencer quand même la

construction rapidement en fonction des fonds récoltés ; et d'autre part de montrer la crédibilité du projet aux différents donateurs qui pourront analyser l'avancement progressif du travail.

Tous les risques et retards seront étroitement suivis par tous les partenaires. Ils seront amplement discutés afin de toujours trouver la solution la plus appropriée pour les bénéficiaires finaux.

## 2. Analyse de l'impact durable du projet

L'impact majeur que le projet vise est de réduire à long terme la pauvreté. En effet l'impact le plus dévastateur de la pauvreté affecte directement la vie des enfants, les membres les plus vulnérables de la société.

Nous croyons que la réduction de la pauvreté peut être réalisée en augmentant l'accès à des opportunités d'éducation précoce, spécialement pour les communautés délaissées. De notre point de vue il est également important d'avoir un engagement parental accru pour une éducation formelle et informelle. Le rôle et l'importance des professeurs doivent aussi être ciblés.

Aussitôt que la construction de l'école sera achevée, le besoin de fonds financiers sera considérablement réduit et devrait couvrir uniquement la formation pour les professeurs, parents et communautés. La continuité d'existence du projet devrait donc être facilement viable car les fonds nécessaires seront très restreints. En outre l'école sera payante, en fonction des revenus des parents des élèves, et cela devrait assurer une rentrée financière constante.

Ainsi un impact durable et tangible pour les bénéficiaires finaux



est créé en leur accordant l'accès permanent à l'école et à l'éducation. Avec ce projet nous voulons donner à tous les enfants (notamment les orphelins, filles, etc.) des chances égales pour développer leur pays et en être le fier avenir.

Malgré une insécurité constante, qui a ralenti la progression des travaux et a eu un impact sur les prix des matériaux de construction, notre volonté d'apporter une amélioration aux habitants de la région du Nord Kivu n'a pas diminuée. De plus, la bonne planification et gestion faite par nos partenaires locaux nous ont permis jusqu'à présent d'exécuter le projet plus tôt que prévu et en deçà du budget.



## VII. CONCLUSION



Grâce à l'aide des bénévoles et au soutien de nos donateurs, cette idée qui paraissait relever du domaine du rêve en 2010 est en train de devenir une réalité, puisque la moitié de l'école est construite. Fin 2017 5 salles de cours étaient utilisées et 7 professeurs enseignaient à 134 élèves répartis dans 5 niveaux différents.

Les mots ne peuvent pas exprimer les remerciements que nos partenaires locaux nous ont transmis lorsque nous les avons rencontrés en 2017.

Ce projet a créé un petit mais puissant îlot d'espérance dans ce Nord-Kivu si troublé.

# VIII, REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tous nos partenaires et donateurs qui nous ont fait confiance alors que nous étions une organisation si jeune et inconnue.

Nous remercions alors chaleureusement :

- tous nos donateurs particuliers – dont certains avec des soutiens renouvelés;
- la Fondation Gertrude Hirzel pour ses contributions renouvelées;
- les mairies de Collonge-Bellerive, de Lancy, de Puplinge pour leurs contributions renouvelées;
- les mairies de Bernex, Presinge, Bardonnex, Perly-Certoux ;
- l'Institut Robin des Bois.

Nous remercions également les bénévoles qui ont participé tellement activement aux progrès accomplis pour ce grand projet.

Enfin nous remercions les Sœurs Oblates de l'Assomption pour leur persévérance, leur dévouement, leur générosité et l'excellent travail qu'elles accomplissent quotidiennement pour aider les plus démunis aux quatre coins du monde.

Leur ténacité est un exemple pour nous tous !

# IX. ANNEXES

## 1. Contacts

### **Représentants de l'association PaidaOrphanage:**

Marie-Laure de Quina ou Daniel Hoff

+971 50 1470 880

Association PaidaOrphanage

24B rue Lamartine – 1203 Genève – Suisse

### **Sœur responsable de l'orphelinat Paida au Congo:**

Sœur Joséphine Mantombela

+243 81 502 87 30

### **Site internet de l'organisation:**

[www.paidaorphanage.org](http://www.paidaorphanage.org)

### **Courriel:**

[info@paidaorphanage.org](mailto:info@paidaorphanage.org)

### **Compte bancaire:**

IBAN : CH62 0483 5172 0501 5100 0

SWIFT : CRESCHZZ80A

Crédit Suisse

## 2. Cartes de la RDC et du Nord-Kivu



### Territoires du Nord-Kivu



# 3. Statuts de l'Association PaïdaOrphanage

## **Statutes**

Association PaïdaOrphanage  
domiciled in Geneva, Switzerland

### 1. Name and domicile

The association exists in the sense of Art. 60 ff. ZGB with the name „PaïdaOrphanage“ and is domiciled in Geneva, Switzerland.

### 2. Purpose

The purpose of the association is the support of schools in developing countries, in particular to provide access to basic education to the local population, especially children. As far as possible, the association will also facilitate the access to basic nutrition and promote health.

In particular, PaïdaOrphanage aims at building a school complex for at least 200 children, including an orphanage with the capacity to accommodate at least 50 orphans, in the city of Beni, district North Kivu in the Democratic Republic of the Congo.

### 3. Means

In order to fulfill the purpose of the association, the association will dispose of the contributions of members, which are defined by the General Assembly on an annual basis.

- Members pay an annual contribution of at least CHF 48.
- Members may pay a higher annual contribution if they desire.
- The association is allowed to accept contributions of all kind.

### 4. Membership

In the interest and the purpose of this association, all natural and legal persons can be an active member with voting rights of this association, if they pay the minimum annual contribution of CHF 48.

All natural and legal persons can be a passive member without voting rights of this organization, if they have an interest in the purpose of this association.

Applications for membership are to be directed to the President. The Board of Directors (“BoD”) will decide whether a membership is granted.

### 5. Termination of membership

The membership terminates:

- For natural person due to retirement, discharge or death
- For legal persons due to retirement, discharge or liquidation

### 6. Retirement and discharge

A retirement from the association is possible at any time. At least 4 weeks before the General Assembly, the retirement letter has to be send with registered mail to the president.



A member can be discharged from the association at any time without disclosing a reason. The BoD decides as to whether a member is discharged, the member can require the General Assembly to take a final decision on the discharge with a majority vote.

#### 7. Bodies governing the association

The governing bodies of the organization are:

- a) The General Assembly
- b) The Board of Directors
- c) The Auditor

#### 8. The General Assembly

The highest body of the association is the General Assembly. An ordinary General Assembly will take place at least once a year in the month of August.

All members will be invited to the General Assembly in writing at least 2 month before the General Assembly. The topics of the General Assembly will be enclosed to the invitation.

The General Assembly has the following binding responsibilities:

- a) Deselecting and election of the Board of Directors and the Auditor
- b) Acceptance and changes in the statutes
- c) Acceptance of the annual accounts and the report of the Auditor
- d) Decision on the disposal of the annual budget
- e) Agreement on the annual membership contributions
- f) Decision on discharges

In the General Assembly, every active member has a vote; general decisions are taken with a simple majority. Passive members will be invited to the General Assembly but have no voting right.

#### 9. The Board of Directors

The Board of Directors is composed of two persons at least, the President and the Vice-President.

The Board of Directors represents the association and manages the business of the association.

#### 10. The Auditor

The General Assembly elects annually an Auditor who will review and revise the accounts once a year.

#### 11. Signature

The president and another member of the Board of Directors can sign with a collective signature in the name of the association.

#### 12. Liability

Only the assets of the association are liable for the debts of the association. A personal liability of the members is not possible.

#### 13. Change of the Statutes

The existing statutes can be changed, if a  $\frac{3}{4}$  majority of the active members accept a proposed change of the Board of Directors.

#### 14. Liquidation of the association

Upon proposal of the Board of Directors, the liquidation of the association can be concluded with a  $\frac{3}{4}$  majority of the General Assembly, if at least 50% of the active members participate in the General Assembly.

If less than 50% of all active members participate in the General Assembly, another General Assembly has to be held within one month. During this General Assembly, the association can be liquidated with a simple majority if less than 50% of the active members are present.

If the association is liquidated, the assets of the association will be transferred to an institution with a similar purpose.

#### 15. Entry into force

These statutes were accepted during the foundation assembly dated 10.01.2011 and enter into force as of that date.

\*\*\*\*\*

The President:



Daniel Hoff

The Vice-President:



Marie-Laure de Guina

Changes accepted on:

## 4. Biographies

**Daniel Hoff** (Président) Je suis allemand et travaille dans la gestion des ressources humaines.

*Lien avec PaidOrphanage :*

En 2010 je suis resté quelques mois dans l'orphelinat à Paida, créant alors des liens forts avec les Sœurs qui dirigent l'orphelinat, et avec les enfants. J'ai été extrêmement impressionné non seulement par la compassion des Sœurs mais aussi par leur efficacité à gérer l'orphelinat malgré des ressources minimales.

**Marie-Laure de Quina** (vice-présidente) Je suis française et travaille dans la logistique dans le secteur humanitaire.

*Lien avec PaidOrphanage :*

En 2010 j'ai travaillé dans la ville de Béni comme logisticienne pour le Comité International de la Croix Rouge (CICR). Pendant que j'étais à Béni, j'ai décidé de soutenir l'orphelinat et j'ai appris à connaître et à faire confiance à l'orphelinat et aux Sœurs qui le gèrent. Je crois vraiment en leur travail, en leur probité, en leur volonté et leur dévouement pour améliorer la vie de ces orphelins.

**Ruben Nascimento** (directeur IT) Je suis portugais et suis concepteur et développeur web depuis 2003.

*Lien avec PaidOrphanage :*

Pour PaidOrphanage, je suis responsable de l'infrastructure on-line comme le site internet et le contenu des médias sociaux. Je connais Daniel Hoff depuis des années et j'admire son dévouement pour l'orphelinat. Je crois passionnément qu'avec des projets comme celui-ci, il est possible de changer notre monde en aidant d'autres personnes, et je me sens réalisé en le faisant.

**María Lecanda** (directrice des communications) Je suis mexicaine, formée en design industriel, et je travaille en tant que photographe professionnel.

*Lien avec PaidaOrphanage :*

Depuis que j'ai rencontré Daniel et Marie-Laure en 2012, j'ai trouvé leur cause et leur motivation personnelle pour aider les enfants de PaidaOrphanage tout à fait contagieuse. Je m'occupe de la conception de tous les médias imprimés et d'autres moyens de communications, comme des vidéos promotionnelles pour des mécènes et de potentiels donateurs.

**Marc Suchet** (directeur de projets et ingénierie) Je suis français, diplômé de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics, à Paris et travaillant actuellement dans le secteur humanitaire.

*Lien avec PaidaOrphanage :*

Ayant visité plusieurs fois l'orphelinat de Paida avec Marie-Laure et Daniel, je considère leur projet de soutien extraordinaire. L'orphelinat est un endroit de sérénité pour les enfants. L'atmosphère paisible qui y existe ainsi que le dévouement des Sœurs qui en prennent soin, malgré les moyens minimaux mis à leur disposition, m'ont convaincu de la valeur du projet de Marie-Laure et Daniel. Je me suis engagé à leur donner tout mon soutien technique pour assurer une construction réussie de l'école.

**Sœur Joséphine** (responsable locale) Je suis née dans la région de Béni au Nord Kivu et j'ai rejoint les Sœurs Oblates de l'Assomption à l'âge de 25 ans. Quand j'ai rencontré Marie-Laure et Daniel, j'étais responsable de la gestion de l'orphelinat à Paida. Cela comprend la gestion du personnel, l'infrastructure et les différentes ressources de l'orphelinat, par exemple des parcelles de terrain, le jardin, le bétail et les moyens financiers disponibles de l'orphelinat. En tant que membre d'un ordre religieux, j'ai aussi été conseillère pour différentes activités comme la gestion d'un hôpital et d'une pharmacie, une école, la construction d'une salle

de mariage pour générer des revenus, etc...

**Sœur Patience** (responsable locale) Je suis née à Béni au Nord Kivu, et appartient à la congrégation des Sœurs Oblates de l'Assomption. Quand j'ai rencontré Marie-Laure et Daniel, je travaillais comme membre du personnel à l'orphelinat à Paida. Reconnaisant le besoin d'améliorer la réintégration des enfants dans leurs familles survivantes et dans la société, PaidaOrphanage a financé mes études en Psychologie des Enfants à Goma. Après la fin de mes études en 2016, j'ai pris en charge la gestion de l'orphelinat à Paida.

## 5. Comptes de l'association PaidaOrphanage

Expenses (in CHF)	2017	2016	2015	2014	2013
Total funds transferred to PaidaOrphanage DRC	29'800	0	17'317.61	19'489.01	5'216.10
Cost of marketing / communication	543.06		532	787	750.79
Bank account fees	153.60	129.20	78	60	36
Fees for the transfer of funds to the DRC		25			228.76
Other					
<b>TOTAL</b>	<b>-30'496.66</b>	<b>-154.20</b>	<b>-17'927.61</b>	<b>-20'336.01</b>	<b>-6'231.65</b>

Income (in CHF)	2017	2016	2015	2014	2013
Donations related to the sponsorship of orphans	3'163.45	2'512.24	2'334.35	1'978.12	2'467.98
Donations related to the construction of an additional orphanage and school complex	38'500	7'308.31	5'144.80	15'210.30	7'170.40
Unearmarked funding for PaidaOrphanage			1'200.11	1'666.06	1'500
Additional donations to cover administrative cost of PaidaOrphanage	543.06		1'056.11	787	979.79
Interest	1.69	1.44	0.78	2.10	4.79
<b>TOTAL</b>	<b>42'208.20</b>	<b>9'821.99</b>	<b>9'736.15</b>	<b>19'643.58</b>	<b>12'122.96</b>

<b>SALDO</b>	<b>11'711.54</b>	<b>9'691.79</b>	<b>-8'191.46</b>	<b>-692.43</b>	<b>5'891.31</b>
--------------	------------------	-----------------	------------------	----------------	-----------------

*Tous les coûts administratifs (frais bancaires, frais de transfert, coûts de bureaux et ressources) étant couverts par Marie-Laure de Quina et Daniel Hoff, l'intégralité des cotisations est automatiquement versée comme donation pour le parrainage des orphelins.*

## 6. Liste des orphelins de PaidàOrphanage à fin 2017

<b>N°</b>	<b>Name, SURNAME</b>	<b>Date of birth</b>	<b>Age</b>
1	Marie-Louise KAVIRA MANYINDO	20/07/07	10.4
2	Marie-Luc KAVIRA NTUMELI	18/10/09	8.2
3	Euloge KAMBALE SAMBILI	09/07/11	6.5
4	Marie-Jeanne KAVIRA KAKULE	27/07/11	6.4
5	Marguerite Noella CHECHELA	25/12/12	5.0
6	Marie des Anges DEDASILOVE	26/07/14	3.4
7	Jean-Paul MBUSA KIKWAKO	06/02/16	1.9
8	Ornella Regine MATHINA	28/04/16	1.7
9	Etienne KATEMBO	20/05/16	1.6
10	Abigaëlle MUSIANDE	05/07/16	1.5
11	Jacques MUMBERE	27/07/16	1.4
12	Exaucé MUMBERE MOISE	01/09/16	1.3
13	Michael Leonard MUMBERE KAMALA	03/10/16	1.2
14	Esther KAVUGHO	20/10/16	1.2
15	Diela KAVUNGA	01/11/17	0.2



## 7. Temoignage

« Nous, élèves du complexe scolaire *LaRochebelle* vous remercions d'avoir réalisé ce bijou constituant un soulagement pour nos parents cultivateurs qui étaient dans l'incapacité de construire une salle de classe suite à la situation sécuritaire calamiteuse les obligeant à abandonner leurs champs.

Nous, les bénéficiaires, avons maintenant de bonnes conditions d'étude. »

- Un groupe d'élèves de la 3<sup>e</sup> classe commerciale et gestion.





**Paida**  
Orphanage

[paidaorphanage.org](http://paidaorphanage.org)  
[info@paidaorphanage.org](mailto:info@paidaorphanage.org)

**IBAN** : CH62 0483 5172 0501 5100 0

**SWIFT** : CRESCHZZ80A

Credit Suisse